



Les moteurs de la prospérité à long terme du Canada

LES COMPÉTENCES AVANCÉES ET
L'INNOVATION PROGRESSIVE

AOÛT 2011

Mémoire présenté au Comité permanent
des finances de la Chambre des communes
dans le cadre des consultations
prébudgétaires de 2012-2013

 **Association
des collèges
communautaires
du Canada**



Association des collèges communautaires du Canada

L'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) est la voix nationale et internationale des 150 collèges et instituts publics du Canada. Avec des campus dans 1 000 collectivités urbaines, rurales et éloignées, ces établissements offrent des services d'éducation à des apprenants de tous âges et de tous les milieux socio-économiques. Ils établissent des partenariats avec des petites et moyennes entreprises (PME) pour partager leur expertise dans les domaines de la recherche appliquée et de l'innovation.

Les collèges sont les éducateurs de choix en matière de compétences avancées. Répondant directement aux besoins des employeurs et étant au premier plan pour ce qui est des compétences en demande, des tendances économiques et des fluctuations du marché, les collèges établissent des comités consultatifs de programmes chargés de solliciter régulièrement l'avis des entreprises et de l'industrie au sujet de l'élaboration des programmes d'études. Ils appuient la croissance et la viabilité des entreprises en alimentant les bassins locaux de main-d'œuvre compétente, en recyclant les travailleurs forcés de se réorienter, en offrant une formation spécialisée et en favorisant la recherche appliquée et le développement. Ils rendent les études postsecondaires plus accessibles aux groupes défavorisés et facilitent la reconnaissance des titres de compétences des immigrants.

La liste des collèges et instituts membres figurent sur la couverture arrière.

Association des collèges communautaires du Canada

1, rue Rideau, suite 701

Ottawa ON, Canada

K1N 8S7

www.accc.ca

Août 2011

Mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2012-2013

Les moteurs de la prospérité à long terme du Canada – Les compétences avancées et l'innovation progressive

Plan d'action en matière de compétences avancées pour le Canada

Les employeurs sonnent de nouveau l'alarme au sujet des pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Le ralentissement économique a temporairement atténué la pression, mais les employeurs signalent de nouveau des difficultés à recruter des employés ayant les compétences avancées nécessaires pour assurer leur productivité et leur croissance.

Le double défi du Canada, caractérisé par «des emplois sans travailleurs et des travailleurs sans emploi», a placé le pays dans une situation précaire. En raison de l'économie du savoir et de la complexité technologique des milieux de travail, 70 pour cent des nouveaux emplois exigent maintenant des titres de compétences de niveau postsecondaire. Malgré le taux de chômage élevé, les employeurs ont trop souvent de la difficulté à trouver des travailleurs ayant les qualifications requises.

Pour aggraver ce problème, la population vieillit rapidement. Dans une génération, le taux de participation au marché du travail du Canada passera de 64 à 44 pour cent, même après avoir tenu compte de l'immigration.

«C'est une bataille que personne ne peut se permettre de perdre»

Perrin Beatty, président-directeur général de la Chambre de commerce du Canada

«C'est une bataille que personne ne peut se permettre de perdre», comme l'a déclaré Perrin Beatty, le président-directeur général de la Chambre de commerce du Canada.¹

L'industrie minière doit embaucher 100 000 travailleurs d'ici 2020 et 150 000 spécialistes de la construction prendront leur retraite d'ici 2015.² La Colombie-Britannique a un urgent besoin de soudeurs. Les infirmières et d'autres professionnels de la santé sont en grande demande partout. Les industries du détail et de l'accueil sont très préoccupées.

D'ici 10 ans, 1,5 million de postes seront vacants à moins que d'autres mesures d'atténuation ne soient mises en œuvre bientôt.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante signale qu'un tiers des petites et moyennes entreprises (PME) considèrent que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est leur principale contrainte en affaires.³ L'organisme ManpowerGroup signale pour sa part que 29 pour cent des entreprises ont de la difficulté à combler des postes en 2011, en hausse de 21 pour cent par rapport à 2010.⁴

Les collèges et les instituts forment des diplômés ayant les compétences avancées requises par les employeurs. Ils permettent aux travailleurs actuels et à ceux qui sont sans emploi de perfectionner leurs compétences et ils offrent un accès aux études postsecondaires aux groupes sous-représentés, en particulier les Autochtones, les immigrants et les personnes handicapées. Ils sont les principaux fournisseurs de services d'éducation pour sept des dix emplois les plus difficiles à combler, selon les employeurs canadiens qui ont répondu à un récent sondage, c'est-à-dire : les gens de métiers spécialisés, les représentants des ventes, les techniciens, les chauffeurs, les machinistes et les opérateurs de machines, les mécaniciens et les employés chargés de la comptabilité et des finances.⁵

1 CBC News, le 6 juillet 2011.

2 *Trend Analysis on Human Resource Intelligence*. L'Alliance des conseils sectoriels. Janvier – mai 2011.

3 *Baromètre des affaires – Résultats du sondage sur les perspectives des PME en mai 2011*. Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Le 1^{er} juin 2011.

4 Talent Shortage 2011 Survey Results. ManpowerGroup. ManpowerGroup a sondé près de 40 000 employeurs dans 39 pays pendant le premier trimestre de 2011, dont 1 900 employeurs au Canada.

5 Ibid.

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre plusieurs mesures pour atténuer ce problème, dont la réforme des politiques d'immigration, la formation en compétences essentielles, les crédits d'impôt, les subventions incitatives aux apprentis et un nouveau partenariat avec l'Assemblée des Premières nations dans le but d'améliorer l'enseignement de la maternelle à la 12^e année.

Toutefois, l'ampleur du défi exige une approche holistique, voire même globale. C'est l'orientation recommandée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui préconise une stratégie mondiale en matière de compétences prévoyant des investissements accrus dans l'éducation et le perfectionnement des compétences et une approche intergouvernementale pour faciliter l'échange de politiques efficaces.

La nécessité d'une consolidation financière dans la foulée de la crise exerce des pressions sur tous les postes de dépenses publiques, y compris l'éducation et la formation, mais c'est précisément le moment où les investissements dans les compétences sont le plus nécessaires afin de favoriser la croissance économique et faciliter la réintégration des travailleurs au marché du travail.⁶
- OCDE 2011

Pour demeurer concurrentiel, le Canada doit investir de façon significative dans l'éducation postsecondaire (EPS) et élaborer un plan d'action en vue d'accroître le nombre de personnes ayant des compétences avancées.

Le Canada a besoin d'un plan d'action intergouvernemental à intervenants multiples en matière de compétences avancées. La première étape serait un dialogue national entre les gouvernements provinciaux et territoriaux, les établissements d'enseignement, le secteur privé et la société civile. L'objectif consisterait à déterminer quelles politiques et approches permettraient d'accroître la participation aux études postsecondaires et d'améliorer l'efficacité des cheminements vers les études supérieures et les résultats éducatifs des Autochtones et des autres populations traditionnellement marginalisées.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux – Investissements accrus et ciblés pour l'éducation postsecondaire

Malgré la forte demande pour les diplômés des collèges, les longues listes d'attente dans beaucoup de programmes d'études pour des professions en forte demande empêchent des dizaines de milliers d'étudiants qualifiés de poursuivre leur carrière de choix. Ainsi, les entreprises ne peuvent poursuivre leur croissance et les recettes fiscales sont menacées. Le réseau des collèges a besoin d'une base financière durable.

En 2008-2009, le gouvernement du Canada a reconnu l'existence de la pénurie de compétences avancées en allouant un montant additionnel de 800 millions de dollars au Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) pour l'éducation postsecondaire et il a légiféré une hausse annuelle de 3 pour cent jusqu'à la fin

L'expiration du TCPS en 2014 offre l'occasion de dissocier la composante de l'éducation postsecondaire et créer un Transfert canadien pour les études postsecondaires.

de 2013-2014. La portion destinée à l'éducation postsecondaire du transfert s'élevait à 3,5 milliards de dollars en 2011-2012 et elle augmentera à 3,8 milliards d'ici 2013-2014. L'allocation d'un financement ciblé pour l'éducation postsecondaire dans le TCPS était perçue initialement comme une mesure visant à accroître la transparence. Malheureusement, il n'est pas possible de déterminer si ces fonds sont utilisés aux fins prévues. L'expiration du TCPS en 2014 offre l'occasion de dissocier la composante de l'éducation postsecondaire et créer un Transfert canadien pour les études postsecondaires comportant des exigences d'imputabilité

semblables à celles convenues avec les provinces et les territoires pour l'Accord sur la santé. Un transfert distinct pour les programmes sociaux doit continuer d'investir dans l'éducation de base des adultes pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

⁶ *Élaborer une stratégie en faveur des compétences.* OCDE 2011.

Recommandation :

Créer un Transfert en matière d'éducation postsecondaire distinct, commençant à 3,8 milliards de dollars en 2014 et augmentant d'au moins 3 pour cent par année.

Accroître la productivité grâce à l'innovation progressive

Les investissements fédéraux en sciences et technologie sont axés principalement sur les sciences pures et la recherche scientifique, et une aide modeste est allouée à la recherche appliquée et au développement. Les investissements dans la recherche pure *peuvent* contribuer à l'économie à long terme, mais l'aide quasi-unidirectionnelle du Canada pour l'exploration à la périphérie du savoir a éclipsé le «moment présent». Le côté pratique de l'innovation dans les procédés d'affaires et l'amélioration continue, qui sont au cœur même de la productivité, a été négligé. Nous félicitons le gouvernement du Canada pour avoir nommé un comité d'experts indépendants pour formuler des recommandations sur les façons de maximiser le montant de 7 milliards de dollars dépensé annuellement pour encourager la R et D dans les entreprises.

Dans son deuxième rapport, intitulé *L'État des lieux en 2010: De l'imagination à l'innovation*, le Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation soutient que les principaux défis du Canada consistent à accroître les investissements du secteur privé dans l'innovation et à améliorer la capacité du Canada de transférer les résultats de la recherche sur le marché. De façon étonnante, le rapport ne tient pas compte du rôle des collèges et instituts dans la recherche appliquée en collaboration avec les entreprises locales, en particulier les PME, qui sont la source de la plupart des nouveaux emplois. En 2010-2011, 4 419 entreprises, principalement des PME, se sont associées avec des collèges dans le cadre de projets de recherche appliquée. Il s'agit d'une hausse de 16 pour cent comparativement à 2009-2010. Même si le gouvernement du Canada a fait des investissements initiaux à ce chapitre, le potentiel demeure largement inexploité.

Les collèges et les instituts du Canada sont intégrés aux moteurs industriels et techniques de l'économie et ils sont des catalyseurs naturels pour l'innovation progressive. Les collèges et les instituts aident les PME à se développer et à croître en se concentrant sur l'amélioration des technologies, des procédés, des produits et des services existants dans le but d'accroître la compétitivité. Ces améliorations sont souvent obtenues par petites étapes, lesquelles, avec le temps, donnent lieu à des changements importants qui permettent de préserver et d'élargir les parts de marché.

Les collèges et les instituts du Canada sont intégrés aux moteurs industriels et techniques de l'économie et ils sont des catalyseurs naturels pour l'innovation progressive.

Les diplômés des collèges jouent un rôle essentiel au chapitre de l'innovation progressive. Les données de l'OCDE indiquent que la main-d'œuvre liée à la production regroupe principalement des gens de métier et des techniciens. Leur formation et leur emploi touchent la production, la conception, l'installation, l'adaptation et la diffusion de nouvelles technologies et de technologies existantes.⁷ En 2010-2011, 13 510 étudiants ont participé à des recherches, soit 62 pour cent de plus qu'en 2009-2010. Malheureusement, les étudiants des collèges ne sont pas admissibles à une aide financière dans le cadre des programmes des conseils subventionnaires fédéraux, tel que le programme de Bourses de recherche de 1^{er} cycle en milieu industriel du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG). Nos partenaires du secteur privé nous indiquent que la qualité des projets de recherche appliquée réalisés par les étudiants collégiaux est égale ou supérieure aux projets de recherche réalisés par les étudiants universitaires du premier cycle. Les étudiants des collèges doivent avoir accès à des stages pour acquérir une expérience de recherche pertinente pour l'industrie qui complète leur apprentissage et aide les entreprises à innover.

7 Toner, P. *Workforce Skills and Innovation: An Overview of Major Themes in the Literature*. Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE. 2011. p. 27.

Le gouvernement du Canada a réalisé des investissements importants par le biais du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté (PICC) administré par le CRSNG, l'Initiative pour la recherche appliquée et la commercialisation de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario et du Fonds collège-industrie pour l'innovation de la Fondation canadienne pour l'innovation. Nous nous réjouissons des engagements pris dans le budget de 2011 en vue de créer 30 nouvelles chaires de recherche industrielle dans les collèges, réaliser des projets de commercialisation conjoints collège-université et établir des partenariats collèges-PME pour accélérer l'adoption des technologies de l'information et des communications.

Le doublement du financement du PICC de 15 à 30 millions de dollars en 2010-2011 permet d'appuyer les activités de collaboration avec les PME et de renforcer leur compétitivité grâce à l'innovation. Les subventions d'établissement de centres d'accès à la technologie du PICC (initiative pilote) permettra de créer cinq centres pour appuyer l'innovation et la commercialisation dans les entreprises. Un plus grand nombre de centres d'accès technologique à l'échelle du pays améliorerait les résultats au niveau de la commercialisation de l'innovation à l'échelle nationale.

Nous commençons à peine à reconnaître le pouvoir des partenariats entre les collèges et les PME dans le domaine de la recherche appliquée.

Nous commençons à peine à reconnaître le pouvoir des partenariats entre les collèges et les PME dans le domaine de la recherche appliquée. La stimulation de l'innovation dans le secteur des PME au Canada contribuera beaucoup plus que toute autre mesure à améliorer la productivité et à créer des emplois.

Nous devons recentrer la politique et le financement actuels du gouvernement fédéral destinés à la recherche pour encourager l'innovation progressive. Un rapport de l'OCDE rendu public en 2011 traitant des compétences de la main-d'œuvre et de l'innovation plaide en faveur de l'innovation progressive comme principale source de croissance de la productivité dans les économies.

«... sans vouloir diminuer l'importance des percées locales aux plans de l'innovation ou de la découverte, la majorité des innovations sont cumulatives, puisqu'elles consistent à améliorer des produits, des procédés, des méthodes et ainsi de suite... Ainsi, les capacités doivent être largement distribuées et l'investissement dans les ressources humaines devient le fondement essentiel de l'innovation».⁸

Les fonds fédéraux alloués à la recherche appliquée dans les collèges ont fait une différence, mais ils ne représentent que 1,25 pour cent du montant de 2,9 milliards de dollars alloué annuellement par le gouvernement fédéral pour la recherche réalisée dans le secteur postsecondaire. D'autres investissements fédéraux dans la recherche appliquée dans les collèges et les instituts augmenteraient de façon substantielle la capacité des PME d'accroître leur productivité grâce à l'innovation.

Recommandation :

Allouer 5 pour cent des investissements fédéraux destinés à la recherche et développement aux partenariats de recherche appliquée entre les collèges et les petites et moyennes entreprises.

8 Ibid.

Améliorer les résultats de la population étudiante Autochtone – Un impératif social et économique

Au cours de la prochaine décennie, 400 000 jeunes Autochtones atteindront l'âge pour intégrer le marché du travail, offrant au Canada la possibilité d'améliorer les réussites économiques et le bien-être de cette population marginalisée.⁹

Les avantages seront énormes. Le Centre d'étude des milieux de vie souligne que l'amélioration des résultats d'éducation et d'emploi pour les Autochtones pour les amener aux niveaux des non-Autochtones produirait les résultats suivants en 2026 : le PIB augmenterait de 36,5 milliards de dollars, les recettes fiscales des gouvernements augmenteraient de 3,5 milliards et les dépenses gouvernementales diminueraient de 14,2 milliards.¹⁰

Le Plan d'action mixte Canada-Premières nations de l'Assemblée des Premières nations et d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, et la Stratégie nationale pour l'éducation des Inuits de 2011 sont des documents très probants. Compte tenu de la situation difficile des écoles des Premières nations et du faible taux d'achèvement d'études secondaires des jeunes des Premières nations et Inuits, il est urgent que nous cherchions à améliorer les systèmes et les résultats de la maternelle à la 12^e année. Ces investissements doivent être équilibrés avec des investissements dans l'éducation postsecondaire et dans l'éducation de base des adultes.

Les étudiants des Premières Nations et Inuits reçoivent une aide par le biais du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire (PAENP) d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. Dans son rapport de 2011, la vérificatrice générale du Canada indique que le PAENP ne permet pas aux étudiants admissibles d'avoir un accès équitable au financement pour les études postsecondaires.¹¹ L'Assemblée des Premières nations estime qu'en raison du plafond de 2 pour cent imposé au programme, 13 802 étudiants admissibles n'ont pas reçu d'aide financière.¹²

Les Métis et les Indiens non inscrits, et beaucoup de membres des Premières Nations qui vivent hors réserve, font également face à des obstacles financiers. L'Étude sur les Autochtones en milieu urbain réalisée par l'Environics Institute a révélé que l'absence de financement était le principal obstacle à la participation aux études postsecondaires.¹³

Nous nous réjouissons de l'engagement pris dans le budget de 2011 en vue d'élargir aux territoires du Nord les programmes d'éducation de base des adultes offerts par les collèges. On ne peut sous-estimer la nécessité de l'éducation de base des adultes. Les données du recensement de 2006 indiquent que 44 pour cent de la population autochtone âgée de plus de 15 ans (360 000 personnes) n'avaient pas de diplôme d'études secondaires. Pour les membres des Premières nations qui vivent dans des réserves et les Inuits, les pourcentages étaient inacceptables, respectivement à 59 et 75 pour cent. Les programmes d'éducation de base des adultes sont essentiels pour permettre au bassin des apprenants autochtones d'effectuer la transition vers l'éducation postsecondaire et l'emploi.

Recommandation :

S'engager à augmenter les taux de réussite scolaire des peuples des Premières Nations, Inuits et Métis pour les amener aux moyennes nationales.

9 *Cadre fédéral pour le développement économique des Autochtones*. Gouvernement du Canada. 2009.

10 *The Effect of Increasing Aboriginal Educational Attainment on the Labour Force, Output and the Fiscal Balance*. Centre d'étude des milieux de vie. Mai 2009. pg. v.

11 *2011 Le Point – Rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes, Chapitre 4 Les programmes pour les Premières nations dans les réserves*. Pg. 19.

12 *Assemblée des Premières nations – National Chief's Virtual Summit on Post-Secondary Education*. January 2011.

13 Enquête auprès des Autochtones en milieu urbain, Environics Institute: <http://uaps.ca/knowledge/key-findings/>

Établissements membres de l'ACCC

Colombie-Britannique

Camosun College
Capilano University
Douglas College
Justice Institute of British Columbia
Kwantlen Polytechnic University
Langara College
College of New Caledonia
Nicola Valley Institute of Technology
North Island College
Northern Lights College
Northwest Community College
Okanagan College
College of the Rockies
Selkirk College
University of the Fraser Valley
Vancouver Community College (VCC)
Vancouver Island University

Yukon

Yukon College

Alberta

Bow Valley College
Grande Prairie Regional College
Grant MacEwan University
Keyano College
Lakeland College
Lethbridge College
Medicine Hat College
NorQuest College
Northern Alberta Institute of Technology (NAIT)
Northern Lakes College
Olds College
Portage College
Red Deer College

Territoires du Nord-Ouest

Aurora College

Manitoba

Assiniboine Community College
University College of the North
Red River College of Applied Arts,
Science and Technology
École technique et professionnelle,
Collège universitaire de Saint-Boniface
Winnipeg Technical College

Nunavut

Nunavut Arctic College

Saskatchewan

Carlton Trail Regional College
Cumberland Regional College
Great Plains College
North West Regional College
Northlands College
Parkland College
Saskatchewan Indian Institute of
Technologies (SIIT)
Saskatchewan Institute of Applied
Science and Technology (SIAST)
Southeast Regional College

Ontario

Algonquin College
Collège Boréal
Cambrian College
Canadore College
Centennial College
La Cité collégiale
Conestoga College Institute of Technology
and Advanced Learning
Confederation College
Durham College
Fanshawe College
Fleming College
George Brown College
Georgian College
Humber College Institute of Technology
and Advanced Learning
Lambton College
Loyalist College
The Michener Institute for Applied
Health Sciences
Mohawk College
Niagara College
Northern College
St. Clair College
St. Lawrence College
Sault College
Seneca College
Sheridan College Institute of Technology
and Advanced Learning
University of Guelph, Kemptville Campus
Université de Guelph, Campus d'Alfred

Québec

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
Collège Ahuntsic
Cégep André-Laurendeau
Cégep Beauce-Appalaches
Cégep de Baie-Comeau
Champlain Regional College
Cégep de Chicoutimi
Dawson College
Collège Édouard-Montpetit
Collège François-Xavier-Garneau

Cégep de la Gaspésie et des Îles
Collège Gérald-Godin
Heritage College
Institut de technologie agroalimentaire
Cégep John Abbott College
Cégep de Jonquières
Cégep de La Pocatière
Collège Lafèche
Cégep Limoilou
Collège Lionel-Groulx
Collège de Maisonneuve
Marianopolis College
Cégep Marie-Victorin
Cégep de Matane
Collège Montmorency
Cégep de l'Outaouais
Cégep régional de Lanaudière
Collège de Rosemont
Cégep de Sainte-Foy
Cégep de Saint-Félicien
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Cégep de Saint-Jérôme
Cégep de Saint-Laurent
Cégep de Sept-Îles
Collège Shawinigan
Cégep de Sherbrooke
Cégep de Trois-Rivières
Vanier College
Cégep de Victoriaville
Cégep du Vieux-Montréal

Nouveau-Brunswick

New Brunswick College of Craft and Design
New Brunswick Community College (NBCC)
Collège Communautaire du Nouveau-
Brunswick (CCNB)

Terre-Neuve et Labrador

College of the North Atlantic (CNA)
Marine Institute
Centre for Nursing Studies

Nouvelle-Écosse

Université Sainte-Anne - Collège de l'Acadie
Canadian Coast Guard College
Nova Scotia Agricultural College (NSAC)
Nova Scotia Community College (NSCC)
Cape Breton University

Île-du-Prince-Édouard

Holland College
Collège Acadie Î.-P.-É.